

Plan Marshall mondial - un contrat planétaire

Partage international n° 224 - Avril 2007

Interview de Franz Radermacher par Dunja Müller et Michael Stöger

L'Initiative pour un Plan Marshall mondial (PMM) a été lancée en octobre 2003. Comme son nom l'indique, cette Initiative est largement inspirée du Plan Marshall, les pays riches devant, cette fois, tenir le rôle de l'Amérique en 1947. Elle a pour but de réaliser les Objectifs de développement du millénaire (ODM) formulés par les Nations unies en 2000 - notamment, l'éradication de l'extrême pauvreté, la protection de l'environnement et la garantie d'une éducation pour tous. Dunja Müller et Michael Stöger ont interrogé pour Partage International l'un de ses principaux artisans, le mathématicien allemand Franz Radermacher.

Partage international : *Vous êtes engagé depuis longtemps dans diverses commissions travaillant à la mise en place d'un développement durable et à une juste distribution des ressources du monde. Le PMM existe depuis plusieurs années. Quel est son objectif central ?*

Franz Radermacher : Le PMM est un plan à long terme, visant à instaurer ce qu'on pourrait sans doute le mieux définir comme une « économie éco[logico]-sociale de marché ». Les ODM constituent une étape intermédiaire, et font l'objet d'un consensus entre l'ensemble des nations et les grands organismes internationaux, comme l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et, le FMI (Fonds monétaire international). Le problème, c'est que, comme c'est généralement la règle dans ce domaine, on échafaude des plans grandioses, qu'on signe sans difficulté, mais qui ne voient jamais le jour, d'abord par manque de fonds, et ensuite parce qu'ils s'écartent trop des priorités des pays riches. Aujourd'hui, par exemple, les armées et les diplomates américains sillonnent le monde au cri de « Sécurité nationale ! », de sorte que l'argent sans lequel aucun développement international n'est possible est affecté à ce poste. A force de ne pas prendre au sérieux les problèmes fondamentaux du monde, il ne faut pas s'étonner de l'insécurité qui y règne. Il faut une coalition mondiale, qui exige le respect des ODM.

PI. *L'économie éco-sociale de marché peut-elle suffire à résoudre les problèmes les plus criants de la planète ?*

FR. Je suis personnellement convaincu que ce type d'économie est la seule solution aux problèmes du monde - la seule solution pacifique, qui fasse l'objet d'un consensus. Il y en a une autre, qui n'est ni pacifique ni consensuelle, et qui consisterait, pour les pays riches, à imposer aux pays pauvres une répartition injuste des ressources planétaires, ce qui ne pourrait se faire qu'en mobilisant des ressources gigantesques - tant militaires qu'informationnelles - pour les empêcher d'accéder aux ressources essentielles. Cela provoquerait, bien entendu, des résistances massives, une multiplication des actes de « terrorisme ». C'est ainsi que les hommes réagissent quand l'injustice est trop flagrante.

Les pays qui réussissent vraiment sont ceux qui permettent aux bénéficiaires issus du capital d'utiliser l'autre élément clé de la société, la politique, pour protéger l'environnement et assurer une éducation pour tous, garantie d'un haut niveau de productivité. Il faudrait créer des sociétés ouvertes, établir un fonctionnement véritablement démocratique, en mesure de respecter les différences culturelles et de promouvoir la coexistence pacifique de diverses communautés, au lieu de les plonger dans un climat de conflit et de haine.

PI. *Vous citez aussi le processus d'élargissement de l'Union européenne (UE) comme un modèle que l'on pourrait étendre aux pays en développement, un modèle basé sur le cofinancement et la fixation de normes. De quelles normes parlez-vous ?*

FR. Des normes de protection de l'environnement, des ressources et des valeurs sociales ; des normes visant à assurer un équilibre entre les cultures. Le problème majeur, avec les accords internationaux, c'est leur application, en particulier quand ils portent sur des questions mondiales. Par exemple, pour l'environnement, il y a le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) ; pour tout ce qui touche au social et au travail, il y a l'Organisation internationale du travail (OIT) qui émet des directives contre le travail des enfants, sur l'égalité de salaire et le droit syndical - mais ces directives ne sont pas légalement contraignantes. L'Unesco s'occupe des questions culturelles, de garantir la diversité et l'indépendance des différentes cultures. Mais toutes ces organisations, qui n'ont aucun pouvoir de sanction, se trouvent souvent en opposition avec l'OMC et le FMI qui, eux, en

disposent.

L'OMC, qui réglemente le commerce mondial, autorise parfois la vente de biens produits par des enfants. Les directives de l'OIT ne s'appliquant pas à l'OMC, tout refus d'importer de telles marchandises risque de donner lieu à un dépôt de plainte auprès de l'Organe de règlement des conflits, et à de lourdes amendes. Il en va de même avec l'environnement. Les traités signés n'empêchent nullement les Etats-Unis d'expédier de grandes quantités de déchets électroniques dans les pays pauvres - sous le nom de « recyclage mondial ». Le problème est simple : comme dans tout pays en bon ordre de marche, l'économie mondiale, si elle veut nourrir, éduquer et développer le monde pauvre, doit prendre l'argent là où il se trouve. Tant que le monde riche ne le comprendra pas, l'exploitation et la destruction continueront à faire leurs ravages sur la planète.

Le Plan Marshall mondial

Le PMM vise à créer un « monde en équilibre ». Pour cela, il est nécessaire de réformer le processus de mondialisation, de mettre en place une économie éco-sociale de marché planétaire. Il s'agit, essentiellement, d'améliorer les structures mondiales, d'assurer un développement durable et équitable, d'éradiquer la pauvreté et de protéger l'environnement. Ce qui conduira infailliblement à un « nouveau miracle économique, à l'échelle de la planète ».

PI. *Pouvez-vous nous donner un ou deux exemples d'action concrète de l'Initiative PMM ?*

FR. Pour nous, il est indispensable d'harmoniser les différentes institutions entre elles. Les pays pauvres l'ont toujours demandé - à la condition que les riches co-financent les projets allant dans ce sens. Ce dont les Américains et les Européens ne veulent pas entendre parler, même s'ils demandent cette harmonisation eux aussi à chaque conférence de l'OMC. Ce que nous proposons, c'est précisément le « contrat » (*deal*) qui a vu le jour en même temps que cette organisation. Nous avons besoin de l'accord de celle-ci pour nous assurer qu'au moins quelques-unes des normes fixées par l'OIT, le Pnu et l'Unesco soient juridiquement contraignantes dans le commerce mondial de demain. Ce qui implique nécessairement la participation financière des Occidentaux. C'est cela, le « deal » : d'un côté, le co-financement (par les nations prospères) auquel répond, de l'autre côté, un effort soutenu pour établir et maintenir des normes

justes et équitables. qui a vu le jour en même temps que cette organisation. Nous avons besoin de l'accord de celle-ci pour nous assurer qu'au moins quelques-unes des normes fixées par l'OIT, le Pnu et l'Unesco soient juridiquement contraignantes dans le commerce mondial de demain. Ce qui implique nécessairement la participation financière des Occidentaux. C'est cela, le « deal » : d'un côté, le co-financement (par les nations prospères) auquel répond, de l'autre côté, un effort soutenu pour établir et maintenir des normes justes et équitables.

PI. *Les initiatives en faveur de la justice et de l'environnement ne manquent pas. Le PMM semble prendre à son compte bon nombre de leurs idées de départ. Comment faites-vous pour réunir dans de mêmes commissions des intérêts aussi divers ?*

FR. Cela ne crée, fondamentalement, pas de difficulté, dans la mesure où nous travaillons sur une seule et même réalité. Quand des groupes aux points de vue différents s'attaquent aux problèmes du monde, ils s'occupent tous plus ou moins des mêmes questions. Ce qui crée une dynamique de coordination et de synthèse. Une association préconise que « *les enfants doivent aller à l'école* » ; d'autres sont plutôt sensibles au problème démographique, à la nécessité d'un commerce équitable ou à la protection de l'environnement... Chacune a raison. Tout l'art est d'élaborer un modèle mondial où chacune de ces questions trouvera sa juste place.

PI. *L'un des gros problèmes auquel nous avons à faire face, aujourd'hui, semble être le pouvoir gigantesque des marchés financiers internationaux. Quelle est votre position sur ce point ?*

FR. Les marchés financiers internationaux disposent d'une puissance incroyable, et seul un petit groupe d'initiés, disposant de pas mal d'argent et d'influence, est en mesure d'en tirer profit. C'est certainement la partie la plus ardue de notre combat. Comment le gagner ? En montrant le point faible de ces marchés, point faible manifesté d'une manière on ne peut plus évidente par les krachs et autres fiascos massifs dont ils sont à l'origine. A tel point que beaucoup de ceux qui, auparavant, croyaient à l'intelligence collective de ces marchés sont aujourd'hui devenus circonspects. Il nous faut montrer le peu de crédit dont « l'intégrisme des marchés » jouit dans l'opinion mondiale.

PI. *Le PMM semble une initiative européenne. Quelle place y tient la relation entre l'Europe et les Etats-Unis ?*

FR. Cette initiative n'est pas seulement européenne. C'est, pour nous, un « contrat planétaire », comme nous l'avons d'ailleurs baptisée. Notre mouvement a

des représentants venus de toutes les parties du monde, comme le prince El Hassan (oncle du roi de Jordanie), comme le directeur du Club de Rome, par ailleurs co-fondateur du Parlement des Cultures. Nous ne le considérons pas comme occidental. La référence au Plan Marshall relie nos objectifs à un chapitre très positif du passé. Le PMM est une initiative européenne dans le sens où l'Europe pourrait en être le fer de lance. Ce qu'il faut, maintenant, c'est une puissance établie [Etat, institution...] – quelqu'un qui ait le courage de résister au credo intégriste des marchés et de le dénoncer haut et fort comme la cause de la pauvreté, de la haine et de la terreur qui dévastent le monde. Le « marché », aujourd'hui, est une sorte de mégaphilosophie, de religion, qui polluent la planète, et dont la critique même est tabou. La seule puissance qui puisse le contrer, c'est l'UE, parce que son économie est forte et qu'elle est relativement bien ancrée dans l'économie sociale de marché.

PI. Dans la vidéo musicale que vous avez produite en 2003, *The Globalisation Saga*, on voit de grandes foules parcourir les rues en réclamant à grands cris le changement. Croyez-vous au pouvoir du peuple ?

FR. Je crois qu'il est essentiel que les gens descendent dans les rues, comme vous l'avez vu dans la partie de la vidéo intitulée *Nous sommes le peuple du monde*, mais la partie suivante *L'ordre mondial actuel est une forme de guerre*, me paraît plus importante encore. A mon avis, la manière dont le monde est gouverné, aujourd'hui, si on la considère à un niveau plus profondément spirituel, constitue presque un crime. C'est une forme légalisée de terreur et d'exploitation. Les protestations, les manifestations qui s'élèvent de toutes parts sont

autant de réactions contre les effets pervers de la mondialisation. Je dirais que notre plus grand défi est celui de réformer cette mondialisation. Qui peut le faire ? Ce n'est possible que par un va-et-vient de haut en bas et de bas en haut, une circulation triangulaire entre la politique, les multinationales et la base. Par exemple, les consommateurs peuvent faire pression sur les entreprises des pays riches pour qu'elles se comportent correctement dans les pays en développement.

Les manifestations sont importantes, parce qu'elles signalent que quelque chose est fondamentalement erroné. Ce n'est que lorsque nous, gens de la société civile, avons préparé et préparons le terrain aux côtés des ONG que la politique peut agir. Chacun de nous peut être un acteur important, dans ce changement – en discutant ces idées dans les meetings et les réunions, sur les marchés, en donnant ou en organisant des conférences, par des dons... Il y a un immense travail à faire. Car il faut créer un mouvement de base, et seuls les individus peuvent le faire, ne serait-ce que dans leurs villages. Et c'est ainsi que, tous, nous pouvons avancer.

[Franz Josef Radermacher : *Balance or Destruction*, Eco-social Forum Europe, Vienne 2002. Vidéo : *The Globalization Saga*, 2003. Globalmarshallplan.org]

Auteur : Dunja Müller et Michael Stöger, sont des collaborateurs de Share International basés à Regensburg (Allemagne) et Vienne (Autriche).

Thématiques : [Société](#), [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()